



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2025 - 647

**Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le projet de
transformation pédagogique des organismes de formation
des CCI**

SOMMAIRE

1.	Objet du marte.....	4
2.	Procédure et forme du marte	4
2.1	Procédure	4
2.2	Forme du marte	4
2.3	Allotissement.....	4
3.	Documents contractuels	5
4.	Durée et délai d'exécution.....	5
4.1	Durée du marte.....	5
4.2	Point de départ des prestations et durée d'exécution des bons de commande	5
4.3	Prestations supplémentaires / similaires	6
4.4	Réunion de lancement	6
5.	Lieu d'exécution des prestations.....	6
6.	Clause de réexamen	7
7.	Conditions générales d'exécution	7
7.1	Modalités d'exécution des bons de commande	7
7.2	Documents et moyens mis à disposition par CCI France	8
11.2.1.	Pilotage de la mission et déploiement du projet	8
11.2.2.	Moyens et documentations mis à disposition	8
7.3	Vérification et admission des prestations	8
7.4	Réception, ajournement, réfaction ou rejet	9
11.5	Livrables.....	9
8.	Compétences et moyens du titulaire.....	10
12.1	Compétences.....	10
12. 2	Correspondants du Titulaire.....	10
12.2.1	Le chef de projet.....	10
12.2.2.	L'équipe du prestataire	11
12.3	Chef de projet de CCI France.....	11
12.4	Absence prolongée, départ du personnel et remplacement	11
12.5	Récusation du personnel	11
12.6	Statut du personnel du Titulaire	12
9.	Prix et règlement des comptes.....	12
13.1	Contenu des prix.....	12
13.2	Modalités essentielles de financement et de paiement	12
3.2	Forme des prix et modalités de variation des prix	12
13.2.1.	Forme des prix et variation	12

13.2.3	Modalités de révision des prix	12
13.2.4.	Mois d'établissement des prix	13
13.2.5.	Clause de sauvegarde.....	13
13.3	Périodicité de facturation.....	13
13.4	Acceptation du montant de la facture	14
13.5	Modalités de paiement en cas de groupement	14
13.6	Modalités de paiement direct du sous-traitant	15
13.7	Modalités de paiement en cas de désaccord.....	15
13.8	Factures dématérialisées.....	15
13.9	Délais de règlement.....	15
13.10	Intérêts moratoires	15
13.11	Avance	16
13.12	Cession ou nantissement de créances résultant des marchés.....	16
10.	Pénalités	16
14. 1	Pénalités de retard	17
14.1.1.	Modalités d'application.....	17
14.1.2.	Pénalité de retard sur les livrables	18
14.1.3.	L'absence ou le retard en réunion de suivi et de pilotage	18
14.2	Autres pénalités.....	18
14.2.1	Pénalités pour non-présentation d'un profil équivalent.....	18
14.2.2	Pénalité pour sous-traitance dissimulée	18
14.3	Plafonnement des pénalités.....	19
11.	Propriété intellectuelle	19
12.	Cession des droits.....	19
13.	Confidentialité et Protection des données personnelles	21
14.	Obligations du Titulaire	22
14.1	Assurance	22
14.2	Devoir d'information et de conseil.....	22
14.3	Obligation de vigilance	22
14.4	Sous-traitance.....	23
15.	Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire	24
16.	Différends entre les parties	24
17.	Attribution de compétence.....	24
18.	Cession du marché	24
19.	Résiliation	25
20.	Dérogations au CCAG-PI	25

1. OBJET DU MACHE

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations d'accompagnement concernant le projet 1001 parcours.

La prestation devra notamment intégrer les aspects suivants :

- Assistance à maîtrise d'ouvrage, suivi administratif et budgétaire du projet ; le volet pédagogique est assuré par l'équipe 1001 Parcours de CCI France ;
- Production des rapports de suivi et de conclusion du projet demandés par l'opérateur ;
- Appui de l'équipe de pilotage dans la transformation digitale de l'écosystème de la formation.

La présente consultation concerne une éventuelle prolongation du projet sur une durée de 12 mois. CCI France est en attente d'une réponse de la Caisse des dépôts et consignment sur cette prolongation. En cas de non-prolongation du projet, sur décision de la caisse des dépôts, le présent marché perdra son besoin et sera donc, arrêté. CCI France s'engage à informer sur le champ l'éventuel prestataire.

2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le présent marché est à bons de commande sans minimum et avec un maximum conformément aux dispositions des articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique. Le montant maximum est de 300 000 € HT pour toute la durée du marché.

Le marché est mono-attributaire.

2.3 Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L.2113-10 à L.2113-11 et R.2113-3 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière : le bordereau de prix du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les modifications éventuelles du marché ;
- L'offre technique et financière du Titulaire ;
- Les bons de commande.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

4. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

4.1 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 18 mois, reconductible une fois 6 mois tacitement. La durée totale du marché sera de 24 mois.

En cas de décision de non-reconduction, un écrit avec accusé de réception (mail ou courrier) sera transmis au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les bons de commande pourront être transmis au Titulaire pendant toute la durée du marché.

4.2 Point de départ des prestations et durée d'exécution des bons de commande

CCI France pourra émettre et notifier au Titulaire des bons de commande pendant toute la durée de validité du marché dans les conditions fixées au présent document.

La durée d'exécution des bons de commandes ne pourra excéder 3 (trois) mois au-delà du terme du marché. Aucun bon de commande ne peut être passé après l'expiration du marché.

Les bons de commande émis par CCI France et notifiés au Titulaire fixent la durée d'exécution des prestations commandées. Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées, et ils en détermineront la quantité.

L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarra à la date fixée dans le bon de commande.

Le non-respect des délais pourra entraîner l'application des pénalités de retard prévues au présent document.

4.3 Prestations supplémentaires / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

4.4 Réunion de lancement

Dès la notification du marché au Titulaire, une réunion de lancement sera organisée, au cours de laquelle seront définis l'ensemble des prérequis nécessaires à la mise en place du marché ainsi que le planning de mise en œuvre et la présentation des intervenants.

4.5 Décision contraire de la Caisse des Dépôts et Consignation

CCI France informe les candidats que les prestations, objet de ce présent marché, sont uniquement dédiées au projet. La continuité de ce projet est décidé uniquement par la Caisse des Dépôt et Consignation.

Si la Caisse des dépôts et consignation décide de ne pas continuer le projet avec CCI France, CCI France s'engage à informer le Titulaire dans les plus délais, par tous moyens.

Si le titulaire a débuté une prestation, il sera en droit de réclamer le paiement, dans la limite de sa production au jour de l'information de l'arrêt du projet par CCI France. Le titulaire ne sera pas en droit de réclamer une indemnité du fait de l'arrêt des prestations à ce seul motif.

Si la décision d'arrêt du projet de la Caisse et dépôt intervient avant la notification du présent marché, la procédure sera stoppée et les candidats éventuels seront informés dans les plus bref délais.

5. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées en alternance dans les locaux de CCI France ou à distance.

6. CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification :

- Évolutions du secteur et des pratiques ;
- Modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent marché ;
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
 - En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Quelle que soit la modification, le Titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

7. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

7.1 Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base spécifications techniques et financières définis au stade du marché. Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont émis par CCI France.

Par défaut, l'émission du bon de commande vaut commencement d'exécution des prestations concernées. Chaque bon de commande est signé par une personne habilitée à engager la structure puis adressé au Titulaire.

Le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Les prix HT,
- La quantité,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande,
- La date de livraison
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande peut être modifié par l'Acheteur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. L'Acheteur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Les bons de commande seront transmis par mail, les originaux signés étant scannés en pièces jointes au mail.

Les parties reconnaissent la valeur juridique de la transmission par mail, cette transmission faisant foi de la date et de l'heure de notification.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le marché ou le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des livrables attendus, il est fait application de pénalités pouvant donner lieu à une résiliation du marché.

Pour toute prestation non prévue au bordereau des prix initial du marché, le Titulaire établit un devis détaillé par référence aux profils et taux journaliers moyens qu'il a renseignés dans le bordereau de prix.

La présent article déroge à l'article 3.7 du GGAG-PI.

7.2 Documents et moyens mis à disposition par CCI France

11.2.1. Pilotage de la mission et déploiement du projet

La composition de l'équipe projet et des intervenants contribuant au projet seront communiqués au titulaire lors de la réunion de lancement.

11.2.2. Moyens et documentations mis à disposition

CCI France s'engage à faciliter l'accès du Titulaire à toutes les sources d'information et aux documents dont la connaissance est indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

CCI France est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre du présent marché.

7.3 Vérification et admission des prestations

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-PI.

Tous les supports nécessaires à la réalisation de l'objet du présent marché et de ses bons de commande associés doivent être expressément réceptionnés par CCI France avant toute exploitation ou diffusion par le Titulaire.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au représentant du pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le présent marché et dans le bon de commande concerné, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;

- A réalisé les prestations définies dans le présent marché et dans le bon de commande concerné comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 26.3.1 du CCAG PI, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise des prestations à l'Acheteur. Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont menées dans les locaux de CCI France conformément à l'article 26 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 26.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux opérations de vérification.

Toutefois par dérogation à l'article 26.5 du CCAG-PI, le Titulaire n'assiste pas aux vérifications.

7.4 Réception, ajournement, réfaction ou rejet

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet suivant les modalités de l'article 29 du CCAG-PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'ajourner la réception des prestations, le Titulaire du marché doit à nouveau présenter les prestations mises au point dans un délai qui est fixé par la décision d'ajournement. Cette dérogation au CCAG-PI concerne uniquement le délai octroyé au Titulaire pour présenter à nouveau à CCI France les prestations mises au point.

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, lorsque l'Acheteur décide d'admettre avec réfaction de prix les prestations, il communique sa décision motivée au Titulaire en lui indiquant le taux de réfaction qu'il entend appliquer. Le Titulaire doit faire part de son acceptation dans un délai de 15 jours, à compter de la date de la notification de la décision de réfaction de prix. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le droit d'ajourner les prestations ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de 15 jours ci-dessus mentionné. Cette dérogation au CCAG-PI vise à préciser les délais octroyés au Titulaire pour formuler ses observations et son refus, et à CCI France pour lui permettre d'ajourner ou de rejeter les prestations en cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par ce dernier.

11.5 Livrables

Le Titulaire s'engage à transmettre à CCI France les livrables selon les prestations demandées et le calendrier définis.

Après présentation et remise par le Titulaire d'un livrable de nature documentaire, le chef de projet de CCI France dispose d'un délai fixé par défaut de 10 jours ouvrés pour :

1. Accepter le document remis par le Titulaire. Cette décision est formalisée par un procès-verbal de réception signé conjointement par le Titulaire et le chef de projet, puis notifiée au Titulaire.
2. Prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le Titulaire dispose alors par défaut d'un délai de 8 jours ouvrés pour :
 - Parfaire son travail ou présenter ses observations, en cas d'ajournement,
 - Présenter ses observations en cas de réfaction ou de rejet des prestations.

Passé ce délai de 8 jours ouvrés, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de CCI France.

En cas de présentation d'un nouveau document ou d'observations formulées par le Titulaire dans ce même délai, CCI France dispose par défaut d'un délai de 10 jours ouvrés pour notifier sa décision. Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande de CCI France ne font l'objet d'aucune facturation.

En cas de nouveau rejet, CCI France se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent marché, sans indemnité ni préavis.

Les délais par défaut de 10 et 8 jours ouvrés peuvent être adaptés en fonction de la complexité des livrables et du planning du projet.

8. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE

12.1 Compétences

Le Titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés.

Le Titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

12. 2 Correspondants du Titulaire

12.2.1 Le chef de projet

Le Titulaire désigne un chef de projet qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour l'exécution du marché.

Ce responsable est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi et de contrôler le produit avant la livraison.

Le chef de projet du prestataire a pour rôle de :

- Prendre en compte les méthodes et la culture du pouvoir adjudicateur (CCI FRANCE) ;
- Proposer des réponses techniques aux besoins ;
- Transmettre les livrables en temps et en heure
- Contrôler les délais ;
- Veiller à l'approvisionnement des moyens (personnel...) ;
- Identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- Établir les règles de coordination entre les différents intervenants et veiller à leur application ;
- Établir les consignes de sécurité et de confidentialité.

12.2.2. L'équipe du prestataire

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du prestataire. L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation désigné qui est le seul interlocuteur auprès du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions techniques à traiter en cours de réalisation du marché.

Le prestataire indiquera les interlocuteurs qui seront amenés à travailler en interface avec les équipes de CCI France.

12.3 Chef de projet de CCI France

Ce chef de projet est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du prestataire du présent marché.

12.4 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation aux délais mentionnés à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser le chef de projet CCI France par mail et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés. Ce remplaçant devra expressément être agréé par l'Acheteur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet de l'Acheteur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

12.5 Récusation du personnel

Pendant toute la durée de la mission, l'Acheteur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. L'Acheteur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au présent document.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

12.6 Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

9. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

13.1 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires y compris les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, ou tout autre frais de vie (taxi, etc...) des personnels du Titulaire mis à la disposition de l'Acheteur pour la réalisation de la prestation.

Le titulaire n'est pas autorisé à présenter des notes de frais.

Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification du marché. En cas de modification de la législation fiscale en cours de marché, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie de modification.

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués dans le bordereau de prix.

13.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les dépenses relatives à l'exécution du marché seront imputées sur le budget de CCI France.

Le titulaire est payé par virement bancaire.

3.2 Forme des prix et modalités de variation des prix

13.2.1. Forme des prix et variation

Les prix du marché sont unitaires et définitifs. Ils sont révisables annuellement sur la base de l'indice « Syntec » dans les conditions définies ci-après.

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché et révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

13.2.3 Modalités de révision des prix

Le Titulaire devra transmettre par mail, à l'adresse suivante marchespublics@ccifrance.fr, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché, avec effet à la date anniversaire, une demande de

révision contenant un fichier Excel à trois colonnes minimums : prix initial HT, prix révisé HT et écart. Le mail devra présenter les modalités de calcul en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le Titulaire restera engagé sur les prix initiaux.

La révision de prix, acceptée par CCI France ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

La révision sera effectuée en utilisant la formule suivante :

$$P = P_0 [0.30 + 0.70 \left(\frac{S_y}{S_{y_0}} \right)]$$

Dans laquelle :

- P est le montant révisé
- P_0 est le montant initial figurant au marché
- S_y est l'indice « Syntec », dernière valeur connue à la date de révision
- S_{y_0} est l'indice « Syntec », dernière valeur connue le mois précédent la date de remise des offres

13.2.4. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix du marché est le mois de la date limite de remise des offres fixée pour le marché.

13.2.5. Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix sera limitée à 5% à la hausse, au-delà de cette augmentation, CCI France se réserve le droit de résilier le marché.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

13.3 Périodicité de facturation

Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement.

Le paiement ne pourra intervenir qu'après exécution complète de la prestation indiquée sur le bon de commande et acceptation par CCI France.

L'ensemble de ces prestations fait l'objet d'un règlement unique définitif, sur présentation d'une demande de paiement et après validation et réception des prestations.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

[13.4 Acceptation du montant de la facture](#)

CCI France vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par CCI France. Il est notifié au Titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

[13.5 Modalités de paiement en cas de groupement](#)

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

13.6 Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par CCI France, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant adresse au Titulaire sa facture libellée au nom du Titulaire qui la vise et l'envoie à CCI France à l'adresse de facturation indiquée. La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

13.7 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le Titulaire et CCI France, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par CCI France dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG-PI, déduction faite des éventuelles pénalités et réfections.

13.8 Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro

13.9 Délais de règlement

L'Acheteur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

13.10 Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'Acheteur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

13.11 Avance

Sauf renoncement du Titulaire porté au marché, le versement d'une avance de 20% prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant forfaitaire du marché ou du bon de commande y afférant est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-13 à R2191-14 et R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

13.12 Cession ou nantissement de créances résultant des marchés

L'Acheteur remet au Titulaire à sa demande :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera à adresser à :

CCI France

Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité

8-10 rue Pierre Brossolette

92300 Levallois Perret

10. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au Titulaire.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marchés et/ou du planning établi en accord avec les deux parties au marché.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

14. 1Pénalités de retard

14.1.1. Modalités d'application

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI. La dérogation porte sur le calcul de la pénalité.

Lorsque les délais d'exécution, définis dans les bons de commande, éventuellement modifiés en application de l'article 13.3 du CCAG-PI, sont dépassés ou la prestation mal exécutée, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités, calculée selon la formule suivante :

$$P = \underline{V} \times R$$

10

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité en euros toutes taxes comprises

V = la valeur des prestations en euros toutes taxes comprises. Cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours ouvrables de retard dans l'exécution des prestations commandées.

Est considéré comme premier jour de retard le lendemain de la date de livraison demandée. Le jour de la livraison effective est décompté comme un jour complet de retard. Toutefois, la responsabilité du Titulaire ne saurait être engagée en cas de défaillance qui ne lui serait pas imputable (force majeure) ou de retard imputable à CCI France.

Le montant des pénalités sera précompté des factures correspondantes. Le montant de la pénalité sera calculé en euros toutes taxes comprises.

Toute journée entamée au-delà du délai contractuel prévu par l'accord-cadre ou par le bon de commande peut être considérée par CCI France comme un jour entier de retard.

Dans les autres cas, à la condition d'en informer le pouvoir adjudicateur par mail dans un délai de vingt-quatre heures avant l'expiration du délai contractuel d'exécution, le Titulaire du marché peut bénéficier de façon exceptionnelle d'une prolongation du délai d'exécution. Cette faculté de prolongation est à l'appréciation de CCI France.

Par ailleurs, le montant de la pénalité de retard ne peut être supérieur à la valeur de la prestation sur laquelle s'applique ladite pénalité.

14.1.2. Pénalité de retard sur les livrables

Le montant forfaitaire pour tout retard sur la livraison des livrables est de 100 € pour le premier jour de retard. Cette pénalité s'applique quel que soit le livrable attendu.

Les pénalités commencent à courir à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être reçu (seule la date de réception du livrable est en prendre en compte). Toute fraction de jour compte pour un jour entier.

Le jour où la prestation est réalisée n'intervient pas dans le calcul des pénalités.

14.1.3. L'absence ou le retard en réunion de suivi et de pilotage

En cas d'absence à une réunion à laquelle le Titulaire a été invité, ce dernier encourt une pénalité forfaitaire s'élevant à 300 € nets.

Un retard à une réunion égal ou supérieur à 30 minutes ou une annulation tardive (1 jour ouvré avant la tenue de la réunion) seront assimilés à une absence

14.2 Autres pénalités

14.2.1 Pénalités pour non-présentation d'un profil équivalent

En cas d'absence du chef de projet désigné par le titulaire ou d'un des membres nommément désignés dans l'équipe projet, l'absence de remplacement avec une personne ayant un profil équivalentement, une pénalité forfaitaire de 300 € sera appliquée.

Plus généralement, en cas de non-respect des clauses prévues au présent accord-cadre, et après mise en demeure, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant correspondant à 5 % du montant HT concerné (partie à prix forfaitaire et/ou bon de commande).

Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées aux art. L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 10% du montant global exécuté du marché peut être infligée au Titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

14.2.2 Pénalité pour sous-traitance dissimulée

La non-communication d'un contrat de sous-traitance : après avoir été mis en demeure par CCI France, lorsque le Titulaire ne communique pas le contrat de sous-traitance et/ou ses avenants éventuels dans le délai défini au présent document, il encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant HT du marché,

éventuellement modifiés par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

14.3 Plafonnement des pénalités

Les pénalités exigibles sont plafonnées à 35% du montant HT exécuté du marché. Lorsque le cumul des pénalités aurait pour résultat de dépasser le plafond indiqué ci-dessus, CCI France se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions de l'article « résiliation » présent document

11. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sous réserve des dispositions relatives à la cession des droits, CCI France et le Titulaire demeurent seuls propriétaires, chacun en ce qui le concerne, de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les éléments de toute nature, y compris les pièces constitutives du marché, la documentation, les outils, méthodes et savoir-faire, qu'ils mettent respectivement à disposition de l'autre partie dans le cadre de l'exécution du marché, que ces éléments aient été développés antérieurement ou au cours de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'interdit en conséquence d'utiliser, en totalité ou partiellement, l'un des quelconques documents ou éléments de toutes natures constitutives du présent marché ou qui lui seraient remis par CCI France à l'occasion de son exécution, à d'autres fins que la réalisation exclusive des prestations objet du marché.

Sauf accord préalable écrit de l'autre partie, CCI France et le Titulaire ne disposent d'aucun droit de représentation, reproduction, adaptation ou traduction des éléments sur lesquels l'autre partie détient des droits de propriété intellectuelle ou faisant état des savoir-faire, méthodes et connaissances appartenant à l'autre partie. Le Titulaire et CCI France se garantissent réciproquement de toute revendication de tiers relative à l'exercice de leurs droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances respectifs, à l'occasion de l'exécution du marché. A première manifestation de la revendication d'un tiers, CCI France et le Titulaire prennent, chacun en ce qui le concerne, toute mesure propre à faire cesser le trouble et prêtent assistance à la partie mise en cause, notamment en communiquant les éléments de preuve ou documents utiles qu'ils détiennent ou peuvent obtenir. Dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter de sa notification, CCI France et le Titulaire informent l'autre partie de toute requête ou assignation fondée sur les droits de propriété intellectuelle, savoir-faire, méthodes et connaissances de cette autre partie, en lui communiquant le texte de la requête ou assignation, et appellent à la cause l'autre partie en lui réservant la possibilité de soulever tout moyen utile à sa défense.

12. CESSION DES DROITS

Pour l'exécution du présent marché, le Titulaire cède, à titre exclusif, à CCI France l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle sur les prestations réalisées dans le cadre du présent marché, et notamment les livrables prévus au CCP.

Cette cession de droit est réalisée pour une exploitation des prestations, objet du marché, dans le monde entier, en toutes les langues et pour toute la durée des droits de propriété intellectuelle, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales actuelles ou futures y compris les prolongations qui pourraient être apportées à cette durée.

Les droits cédés peuvent être exploités directement ou indirectement par CCI France de quelque façon que ce soit, à titre gratuit ou onéreux. Le droit de reproduction comporte le droit de reproduire tout ou partie des prestations, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit connu ou inconnu au jour de la notification du marché, notamment photocopies, scannérisation, numérisation, édition de plaquettes et sur tous supports, connus ou à découvrir à l'avenir notamment papier (plaquette d'information ou publicitaire, documentation de quelque type que ce soit...), optique, numérique, informatique, réseaux (internet, intranet et autres), ainsi que sur tous supports graphiques, dans toutes les définitions, en tous formats, en toutes langues et d'en faire établir tous originaux, doubles ou copies ; le droit, pour CCI France, d'utiliser et de communiquer les résultats, pour ses besoins propres afin de satisfaire à ses obligations légales et réglementaires et pour les besoins de ses autorités de tutelle et de contrôle.

Le droit de représentation comporte :

- le droit de représenter les prestations ainsi que des adaptations en intégralité ou par extraits auprès de tous publics, par tous procédés de communication connus ou inconnus au jour de la notification du marché, notamment par diffusion sur écran, projections, par tout moyen de retransmission à distance des images et des textes notamment sur tous types de réseaux actuels ou futurs destinés au public (Internet, Intranet, Extranet ...) et par tous moyens de télécommunication ;
- le droit de publier et de mettre en circulation toute copie et exemplaire ainsi fabriqué reproduisant tout ou partie des prestations, pour l'usage privé du public ainsi que pour l'usage public et ce dans tous les circuits ;
- le droit de diffuser les prestations ainsi que leurs adaptations en intégralité ou par extraits dans tous lieux gérés par des personnes morales de droit public ou de droit privé sans que cette liste soit limitative.

En conséquence, au titre de la présente cession de droits de propriété intellectuelle, CCI France peut notamment reproduire, utiliser, intégrer les prestations, objet du marché, en tout ou partie, ainsi que leurs adaptations. De plus, la présente cession emporte le droit pour CCI France, de faire exercer chacun des droits visés au présent article par tout tiers de son choix. Le Titulaire reconnaît que la contrepartie financière de la présente cession est incluse dans le montant des prestations du marché. Il ne peut, de ce fait, prétendre à aucune rémunération complémentaire pour la cession des droits de propriété intellectuelle visée au présent article. CCI France ne saurait être tenue pour responsable des manquements dus aux tiers auxquels elle aurait cédé ou concédé un droit d'utilisation des prestations, objet du marché, dans l'exercice de ce droit. Le Titulaire s'interdit d'incorporer des moyens antérieurs ou concomitants au marché ou appartenant à des tiers, sauf à en informer préalablement et par écrit CCI France et à avoir acquis préalablement tous droits portant sur ces moyens de telle sorte qu'ils fassent l'objet de la cession de droits prévue au présent article. Le Titulaire reconnaît et garantit que les prestations du marché constituent des prestations autosuffisantes dont la cession, la reproduction, la représentation, la communication au public, l'exploitation sur tous supports et par tous procédés.

Le Titulaire garantit ainsi CCI France contre toute revendication de tiers portant sur les droits leur appartenant ayant été incorporés par lui dans le cadre du marché. Dans le cas où CCI France est victime d'un trouble dans la jouissance pour une ou plusieurs prestations exécutées dans le cadre du présent marché, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser les troubles de jouissance subis par CCI France sont les suivantes :

- Soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché et sans frais à la charge de CCI France,
- Soit faire en sorte que CCI France puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de droits de licence.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage ou aucune exploitation des prestations sans l'accord préalable et écrit de CCI France. CCI France ne peut en aucune manière être tenue pour responsable des engagements pris à l'égard des tiers. Le titulaire garantit CCI France contre tout recours ou action que pourraient former à un titre quelconque, à l'occasion des droits consentis à CCI France par le présent marché, les auteurs ou leurs ayants-droits et d'une manière générale toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation des produits pour le compte de CCI France. Cette garantie couvre également les recours de tiers pouvant légalement s'opposer à l'exploitation des produits conçus par le titulaire pour le compte de CCI France.

13. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Un document relatif à la protection des données et des traitements des données confiées au titulaire est annexé à l'acte d'engagement. Le titulaire accepte de fait cette annexe dans sa première version lors de la remise de son offre. Des modifications peuvent toutefois être apportées au document dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat. La prise d'effet du document modifié est soumise à l'acceptation formelle des deux parties. L'annexe A du document RGPD; spécifications des traitements de données à caractère personnel; n'est toutefois pas négociable et doit être complétée intégralement lors de la remise des offres.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, données nominatives, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers.

14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

14.1 [Assurance](#)

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

14.2 [Devoir d'information et de conseil](#)

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

14.3 [Obligation de vigilance](#)

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;

- sa nationalité ;

- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;

- Le certificat social URSSAF ;

- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;

- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

14.4 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur. Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale. Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect Consultation n°2024-639 de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

15. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à déposer par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article « résiliation ».

16. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort de l'Acheteur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics
Préfecture de la région Île-de-France
Préfecture de Paris
5, rue Leblanc
75911 Paris cedex 15
Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00
Fax : 01.82.52.42.95
Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

17. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de l'Acheteur.

18. CESSIION DU MARCHE

Le Titulaire doit informer l'Acheteur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Acheteur peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°2005-845 du 26 juillet 2005 sur la sauvegarde des entreprises et le Décret d'application du Décret n°2005-1677 du 28 décembre 2005, ou dans les cas de fusion notamment, lorsque l'activité de fabrication du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Acheteur et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire.

Le Titulaire devra remettre à l'Acheteur, dès le jour d'effet de la cession du marché et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre de ce marché.

19. RESILIATION

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-PI.

En outre, il est prévu d'autres cas de résiliation dans le CCP qui ne donnent pas lieu au versement d'indemnités :

- En cas de nouveau rejet d'un livrable documentaire ou logiciel ;
- En cas de d'absence prolongée ou de récusation des profils mis à disposition par le Titulaire ;
- En cas de sous-traitance occulte ;
- En cas de mise en œuvre de la clause de sauvegarde ;
- De manière générale, tous manquements contractuels et réglementaires peuvent donner lieu à la résiliation du marché.

20. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-PI
3	4.1
7	26.5, 29.2.1, 29.3
12	3.4.3
10	14